

PAIX D'ABONNEMENT : Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 43 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an, 50 francs. — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 45 francs. — La France et l'Étranger, les frais de poste en sus. La prise des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX : A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17—A TOURCOING, RUE DES POUTRAINES, 42 DIRECTEUR : ALFRED REBOUX AGENCE SPÉCIALE A PARIS : Rue Notre-Dame-des-Victoires, 25

ABONNEMENTS ET ANNONCES : Rue Neuve, 17, à Roubaix. — A Lille, rue du Curé-Saint-Étienne, 9 bis. — A Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et C^e, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires 34, à Bruxelles, l'OFFICE de PUBLICITÉ.

ROUBAIX, LE 11 MAI 1889

LE CONGRÈS ANTI-ESCLAVAGISTE DE LUCERNE

Le cardinal Lavergne, après avoir prêché la croisade anti-esclavagiste, et suscité, en Europe, un mouvement d'opinion qui se répandit jusqu'en Amérique, estime que l'heure est venue d'asseoir son œuvre sur des bases définitives, et il convoque, à Lucerne, un Congrès international qui réunira les membres, ou tout au moins les représentants des divers comités qu'il a déjà fondés.

Les puissances chrétiennes, on le sait, ont résolu, sur l'initiative de Léon XIII, de s'occuper sérieusement de la répression de la traite. Mais quelle que soit la bonne volonté des gouvernements de l'Europe, il est à craindre qu'elle se traduise demain comme hier, par des mesures insuffisantes. On peut surveiller plus étroitement les côtes, mais il est difficile aux européens de faire la police intérieure du continent noir, et c'est toujours aux musulmans qu'il faut en fin de compte, s'adresser pour faire exécuter les prescriptions des puissances européennes.

On n'agit donc utilement qu'en appuyant les interventions officielles par l'initiative privée, et en exerçant sur les fonctionnaires musulmans une pression individuelle. C'est précisément dans ce but que l'émigration primat d'Afrique a recruté, autant qu'il l'a pu, ses premiers adhérents dans ces colonies du Levant et de la Tunisie, qui ont de fréquents rapports avec les autorités musulmanes et qui peuvent ainsi agir sur elles.

Il n'y a pas à le dissimuler, en effet, l'esclavage est, chez les Turcs, passé dans les mœurs, comme jadis chez les Grecs et les Romains. Ils pourront, par crainte du châtiement dont l'Europe les menace, proscrire la traite : mais, au fond du cœur, ils protestent contre ce qui, pour eux, est un abus de la force, et non la conséquence logique d'une civilisation supérieure.

Il faut donc, en quelque sorte, les convertir, modifier leurs idées, pour obtenir leur concours, et c'est à cela que s'emploieront utilement les chrétiens du Levant et les colons africains. Jusqu'à ces derniers temps, il faut bien le dire, la majorité des colons établis sur la côte d'Afrique avait accepté, sans trop protester, les idées des Turcs sur l'esclavage. Il n'était pas rare, en Egypte ou au Cap, de trouver un planteur en négociant qui parlait le même langage que les Américains du Sud avant l'émancipation de nos colonies.

On ne pouvait cultiver le sol ou mener des relations commerciales qu'à l'aide des noirs, et le noir ne travaillait qu'autant qu'il était réduit à l'esclavage. Le cardinal Lavergne relève à bon droit cette similitude d'arguments dont la fausseté est, aujourd'hui, démontrée aux Elais-Unis et qui n'ont pas plus de valeur quand on prend le nègre dans sa patrie.

Il n'en est pas moins vrai qu'il a fallu un concours inouï de circonstances et de talents pour susciter, en Amérique, le courant d'opinion qui a abouti à l'émancipation des noirs. C'est à ce concours que va faire appel le Congrès de Lucerne et il mettra en mouvement la parole et la presse pour agir sur l'opinion et triompher des résistances qui lui sont opposées. Une série de conférences a déjà été faite en France par des hommes éminents, parmi lesquels nous pouvons citer M. J. Simon et M. Léon Lecléburo, et les Bulletins anti-esclavagistes ont fait connaître le but de l'œuvre. Mais il faut continuer et accroître cette action, et surtout développer cette campagne de presse qui, selon l'expression du cardinal, donnera, si elle est bien menée, plus de résultats qu'une expédition armée.

Le Congrès de Lucerne examinera ces divers questions, mais il me semble dès aujourd'hui certain qu'il obtiendra des résultats plus rapides et plus éclatants qu'en servant des journaux déjà existants qu'en fondant une

presse spéciale. On peut traiter la question de la traite sous diverses formes, on peut surtout la mêler à d'agréables fictions, comme l'ont fait M. de Becher-Slowe dans la Case de l'oncle Tom, et M. de Beaumont, dans Marie. Une conférence ou un article de M. J. Simon aurait d'ailleurs autant de charme pour le lecteur qu'un roman de mœurs.

Comme on l'a dit déjà, on pourrait s'assurer le concours d'un certain nombre de journaux qui, une fois ou deux par semaine reproduiraient les communications de la société anti-esclavagiste de nos colonies. L'œuvre une plus grande publicité que celle qu'elle tiendrait de journaux spéciaux dont la rédaction pourrait devenir monotone par l'absence de variété.

Les conférences populaires ont aussi leur importance; bien qu'elles comportent moins de variété dans les sujets traités : leur but est surtout de lancer le mouvement, et ce but est presque atteint grâce au zèle de l'éminent promoteur de l'œuvre anti-esclavagiste fondée par Léon XIII.

LES RADICAUX ET LE MINISTÈRE

Deux fois particuliers sont à commenter aujourd'hui, comme témoignage de la représentation des deux groupes de la majorité. D'abord l'exclusion de M. L. Kroy, le véritable initiateur de l'Exposition de 1889, et le banquier d'avant-hier à l'Élysée, exclusion exigée par M. Tirard; ensuite l'apparition d'un nouveau journal inspiré par les membres du dernier cabinet Floquet. Cette nouvelle publication indiquerait que la gauche radicale n'est pas en parlite commu et se voue avec l'extrême gauche, présidée par M. Clémenceau, sur la marche à suivre vis-à-vis du cabinet Tirard, et c'est en effet, la vérité.

M. Clémenceau, qui reconnaît qu'il lui serait impossible de faire les élections générales, préfère bénéficier de la pression administrative qu'il imposera au gouvernement en menaçant et harcelant MM. Tirard et Carnot, tandis que MM. Floquet et ses amis, qui se croient de taille à faire eux-mêmes leurs affaires électorales, entendent renverser le ministère actuel, afin de prendre au renouvellement de la législature.

Il se pourrait donc que nos sessions à ce sujet spectaculaire, aient été la rentrée de radicaux divisés en deux camps tout en poursuivant le même but, qui est leur exclusion. M. Floquet estimait, dit-on, qu'il y avait quarante-deux membres qui ne se croient d'avoir. Si l'on nous avait en 1885 qu'à l'indignation de M. Clémenceau, alors prépondérante, surtout à Paris, tout l'extrême-gauche s'associera à sa campagne contre le ministère, qui, en se proclamant anti-révisionniste, fait les mêmes erreurs de tactique que les radicaux de la droite, et qui, dans la bataille des élections, se croient de taille à faire eux-mêmes leurs affaires électorales, tout cela ne serait pas surprenant.

Sans doute, les membres du dernier ministère ont l'arrière-pensée qu'ils seront retenus par les conservateurs, et qu'ils auront combattu l'ennemi qu'ils se proposent de livrer au cabinet Tirard, mais ils auraient mauvaise grâce à le dire, puis qu'ils reprochent justement aux opportunistes, et notamment à M. Ferry, d'avoir sollicité, au temps de ministère Bonvillain, l'alliance des droites. Néanmoins, on peut être surpris que les conservateurs déterminés à la chute de M. Tirard et de ses collègues, ils ne protestent pas contre.

LA HAUTE-COUR DE JUSTICE

Paris, 10 mai. — Vive émotion aujourd'hui parmi les journalistes à l'effet de nouvelles, aux abords de la commission d'interpellation. Le bruit venait de se répandre que M. Morelet avait été reçu par le Garde des sceaux, après de qui ses collègues de la commission l'auraient chargé d'accomplir une importante mission.

Mais, renseignements pris, M. Morelet avait été fait auprès de M. Trépoent une démarche d'un

caractère personnel et c'est, sans en avoir été spécialement chargé, qu'il avait mis le Garde des sceaux au courant de l'interpellation. Cette instruction, parait-il, aurait, depuis quelques jours, fait un grand pas et c'est à M. Clémenceau que les nouvelles devraient avoir recueilli quelques indications sur les points délicats que celles qu'il posséderait jusqu'à ce jour.

Il est aujourd'hui certain, en effet, que M. Clémenceau a été entendu par la Commission; le bruit en avait couru, mais on n'avait pu le confirmer d'une manière certaine; dans ce cas, les nouvelles avaient été très précises, prises de part et d'autre pour dérouter le fait au public. On sait aujourd'hui que M. Clémenceau a été conduit au sein de la Commission à travers les jardins, escaliers, couloirs, etc., qui établissent entre le petit Luxembourg et les appartements de M. Le Royer et le palais du Sénat la communication.

La déposition de M. Clémenceau aurait été si particulièrement grave, on l'a vu, en ce qui concerne l'ensemble de ces faits, qu'il a le leader de l'extrême-gauche, que, ni les premiers, ni M. Clémenceau, n'auraient cru devoir en divulguer la moindre partie à leurs meilleurs amis politiques. On a point sur lequel la Commission aurait aujourd'hui les données les plus certaines est celui relatif à la provenance des fonds boulangistes. Si nous en croyons les renseignements, qui nous parviennent, de sources ordinairement sûres, la divulgation des faits rapportés par M. Clémenceau serait de nature à provoquer dans le public une certaine surprise.

M. Clémenceau se serait aussi attaché à tomber sur les personnes de l'entourage général comme de simples ministres. L'ensemble de ces faits, de l'avis de M. Cazot, ne suffirait pas à première vue pour donner corps à l'attente, juridiquement parlant; mais ses collègues ont réussi à lui démontrer qu'il n'avait de point de vue juridique qui tienne, et que l'attente était justifiée. Donc M. Cazot n'a eu qu'à se ranger à l'avis de ses collègues et à abandonner, si tant est qu'il l'ait eu sérieusement, l'idée de convertir la Commission à la nécessité d'adopter une ordonnance de non-lieu.

L'ensemble de ces faits, si donc votés, et très prochainement M. Merlin saisira la Commission du rapport tendant au renvoi devant la Haute-Cour. Voilà ce que la Commission, autrefois si avare de renseignements, laisse aujourd'hui dire autour d'elle.

LA SITUATION COMMERCIALE DE ROUBAIX-TOURCOING

Roubaix-Tourcoing, 11 mai 1889. Nous n'avons pas encore à signaler, cette semaine, de variations importantes dans la marche des affaires sur nos places de Roubaix-Tourcoing. Tissus. — La fabrication de ces ordres, mais ces ordres auraient atteint de proportion plus grandes n'étaient les délais de livraison exigés par les acheteurs.

En fait, on n'est pas encore brisé sur les genres qui sont favorisés par le marché. La matière brute reste toujours à des prix élevés, et trop convenant hors de proportion avec la valeur des produits manufacturés. Les laines brutes offertes au vente publique se sont vendus dans d'excellentes conditions pour les détenteurs.

Peignés. — Malgré le maintien des hauts cours sur le marché à terme, les ventes du disponible n'ont pas été très favorables. Les genres de laines ont été vendus à des prix de 7 fr. 10 à 7 fr. 15. Les peignés de Buenos Ayres quelques affaires ont été traitées pour l'étranger en quantités extraordinaires, de sorte que les prix ont baissé de 2 centimes par type 2 du terme vers 5 fr. 60 à 5 fr. 65; le disponible s'est vendu au type 1 vers 5 fr. 50 à 5 fr. 55.

Les transactions de la semaine ont pas manqué d'importance; elles se chiffrent par 1.000.000 k., dont 980.000 k. n. 1, 110.000 k. n. 2. Blanches et déchetes. — Les blanches fines mises au vente publique cette semaine ont été fort recherchées et ont obtenu de 1.000 à 3 fr. 65 à 3 fr. 85 pour l'Espagne-Ayres. En déchetes, certains genres les corrons et tisserans ont attiré l'attention des acheteurs qui les payaient pleinement au cours de la vente précédente si non déchetes, mais les déchetes et les déchetes courants se trouvaient plutôt délaissés.

NOUVELLES DU JOUR

Le retour des Châmbres. — Le ministère. Paris, 10 mai. — Le *Gourrier du Nord*, organe de l'opposition, se fait, au sujet du retour des Châmbres : « Dans le monde parlementaire, certaines personnalités se montrent impatientes de rompre le travail que l'impérieuse circonstance ont imposé. » Il nous revient qu'un sein même du Cabinet des symptômes de désaccord se sont produits et ces symptômes ont pour faire arrêter les débats au grand jour à la première occasion.

L'état du général Boulanger. Paris, 10 mai. — Les renseignements parvenus cette après-midi à Paris confirment absolument le mauvais état de santé du général Boulanger. Nous pouvons même donner le détail suivant : Le général se propose d'arrêter hier à Londres à la première occasion de la file d'un de ses intimes et tenait beaucoup à donner à son ami cette marque d'estime; mais au dernier moment, il dut faire parvenir à l'am en question, qu'un état de force inopiné l'empêchait d'assister à cette cérémonie.

Les grèves en Allemagne. Berlin, 10 mai. — Le Conseil des ministres vient de décider la répression rigoureuse des désordres qui pourront se produire à l'occasion des grèves en Allemagne. Les troupes vont être renforcées dans les bassins houilliers. Un petit état de siège sera proclamé partout où des troubles se produiront.

Les candidatures multiples. Paris, 11 mai, minuit 45. — Le *Rappel* annonce déjà que le gouvernement, lorsque le moment sera venu, se déclarera favorable à la proposition d'interdiction des candidatures multiples. Mort de M. de Marsilly. Paris, 11 mai, 1 h. matin. — M. de Marsilly, ancien directeur des mines d'Anzin, est mort aujourd'hui.

Les conseils généraux. Marseille, 10 mai. — Le conseil général a élu sa section de l'adoption d'un vote tendant à modifier, dans un sens décentralisateur la loi du 10 août 1871, et un autre vote en faveur d'une amnistie générale. La loi qui a été votée en faveur de la section de l'adoption d'un vote tendant à modifier, dans un sens décentralisateur la loi du 10 août 1871, et un autre vote en faveur d'une amnistie générale.

La misère en Italie. Rome, 10 mars. — M. Gripi répondant à la Chambre à une interpellation de M. Bonghi-Inbranzi sur la misère en Italie, dit que c'est un fait économique non imputable au gouvernement. Il soutient que si un traité de commerce n'est pas conclu avec la France, c'est la faute à la France et non au gouvernement italien, dont la politique étrangère n'est pour rien dans la situation qu'il déplore, dans le malaise économique qui est de près et de loin agité.

Le mouvement préfectoral. Paris, 11 mai. — M. Garnet a signé le décret de nomination de M. Nouet comme gouverneur d'un établissement français dans l'Inde en remplacement de M. Piquet nommé gouverneur général en Inde-Chine. MM. Habas et Négret, vice-présidents, en remplacement de MM. Keator et Brière. M. de Freycinet a annoncé que le Conseil supérieur de la guerre se réunira, lundi, pour prendre connaissance des derniers travaux préparés par l'état-major général.

Les perquisitions. Châmont, 10 mai. — Le bruit court que des perquisitions vont être opérées dans les bureaux de l'Echo de la Haute-Meuse, journal conservateur accusé, de boulangisme. La Reine Nathalie. Belgrade, 10 mai. — Il paraît constant que la régente a fait à la reine Nathalie la proposition d'avoir une entrevue avec son fils, lorsque celui-ci se rendra à l'exposition de Paris.

Les grèves en Westphalie. Berlin, 10 mai. — Le ministre d'Etat a tenu, au conseil de la séance du Reichstag, un Conseil sous la présidence de M. de Bismarck. On y a examiné la question des grèves de Westphalie. Dans les centres de la grève, la situation paraît se compliquer par suite de l'animosité entre les ouvriers dévoués et les ouvriers des mines, qui, dans les derniers jours, ont été victimes d'actes de violence de la part de la police et de la troupe.

La mission annamite en France. On lit dans le *Paris* : « Une mission annamite doit se rendre, comme on l'a annoncé, à Paris pour visiter l'Exposition. » Les mandarins annamites ont été choisis parmi les plus intelligents et les plus actifs de l'élément lettré qui sont en poste. Notre devoir sera, naturellement, de les bien accueillir, de leur faire connaître les progrès de la civilisation française, et de leur offrir, en leur honneur, un banquet de bienvenue.

Le rachat de la ligne de la Seine. Paris, 10 mai. — Le comité républicain socialiste revisionniste du 13^e arrondissement a décidé de présenter, aux prochaines élections législatives, la candidature du citoyen Basly, député de la Seine. La fin de la session parlementaire. Paris, 10 mai. — On commence à s'occuper de ce qu'il y a à faire à la fin de la session qui va s'ouvrir mardi.

Le rachat de la ligne de la Seine. Paris, 10 mai. — Le comité républicain socialiste revisionniste du 13^e arrondissement a décidé de présenter, aux prochaines élections législatives, la candidature du citoyen Basly, député de la Seine. La fin de la session parlementaire. Paris, 10 mai. — On commence à s'occuper de ce qu'il y a à faire à la fin de la session qui va s'ouvrir mardi.

Le rachat de la ligne de la Seine. Paris, 10 mai. — Le comité républicain socialiste revisionniste du 13^e arrondissement a décidé de présenter, aux prochaines élections législatives, la candidature du citoyen Basly, député de la Seine. La fin de la session parlementaire. Paris, 10 mai. — On commence à s'occuper de ce qu'il y a à faire à la fin de la session qui va s'ouvrir mardi.

Le rachat de la ligne de la Seine. Paris, 10 mai. — Le comité républicain socialiste revisionniste du 13^e arrondissement a décidé de présenter, aux prochaines élections législatives, la candidature du citoyen Basly, député de la Seine. La fin de la session parlementaire. Paris, 10 mai. — On commence à s'occuper de ce qu'il y a à faire à la fin de la session qui va s'ouvrir mardi.

Le rachat de la ligne de la Seine. Paris, 10 mai. — Le comité républicain socialiste revisionniste du 13^e arrondissement a décidé de présenter, aux prochaines élections législatives, la candidature du citoyen Basly, député de la Seine. La fin de la session parlementaire. Paris, 10 mai. — On commence à s'occuper de ce qu'il y a à faire à la fin de la session qui va s'ouvrir mardi.

Le rachat de la ligne de la Seine. Paris, 10 mai. — Le comité républicain socialiste revisionniste du 13^e arrondissement a décidé de présenter, aux prochaines élections législatives, la candidature du citoyen Basly, député de la Seine. La fin de la session parlementaire. Paris, 10 mai. — On commence à s'occuper de ce qu'il y a à faire à la fin de la session qui va s'ouvrir mardi.

Rejet du pourvoi de MM. Numa Gilly et consort. Paris, 10 mai. — La chambre criminelle de la cour de cassation vient de statuer sur le pourvoi formé par MM. Gilly, Savine et Peyron contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation de la cour de Toulouse qui les renvoie, sur la plainte de M. Compagny, député, devant le jury du Tarn, sous l'inculpation de diffamation.

Le Shah de Perse en Europe. Saint-Petersbourg, 10 mai. — Le Shah de Perse, après un assez court séjour ici, se rendra à Berlin et de là à Londres, d'où il viendra à Paris. Le Shah se propose de rester un mois à Paris, pour avoir le temps de visiter l'Exposition dans tous ses détails.

La société hongroise de navigation. Vienne, 10 mai. — La *Landesbank* dément qu'elle soit à la tête du Syndicat financier qui propose au gouvernement hongrois de fonder une Société hongroise de navigation sur le Danube; la *Landesbank* ajoute qu'elle n'a jamais fait une pareille proposition.

Terrible accident de tramways. New-York, 10 mai. — Un épouvantable accident est arrivé à Kalamazoo (Michigan). Un tramway, qui venait de s'engager sur un passage à niveau, a été brisé en mille pièces par une locomotive lancée à toute vitesse.

Panique à l'Exposition. Paris, 10 mai. — Une panique s'est produite hier vers neuf heures du soir, au dôme central de l'Exposition; un des globes qui forment la couronne de gaz la plus élevée du monument s'est brisé par la chaleur, les morceaux ont tombé, cassés deux ou trois globes voisins.

Un cyclone aux Etats-Unis. New-York. — Un violent cyclone a eu lieu aux Etats de l'Est depuis Maryland jusqu'en Connecticut. Il y a eu de grands dommages et plusieurs tués.

Nominations universitaires. Paris, 11 mai. — M. Ribot, maître répétiteur au lycée de Tourcoing, est nommé professeur de rhétorique au collège d'Armentières; M. Manier, ex-député dans les fonctions de maître-adjoint à l'école normale de Douai est désigné à l'école normale d'Orléans.

LES MARCHÉS A TERME BULLETIN DU JOUR. Paris, 11 mai. — La situation du marché ne varie pas : quelques mois ont encore obtenu un peu d'avance et la tendance des cours reste soutenue. Chiffre d'affaires encore restreint : 65.000 k. en peignés du contrat 1, soit : sur juin 10.000 k. à 5.90 et 5.000 à 5.92 1/2; sur août 10.000 à 5.95; sur octobre 5.000 k. à 5.95 et 10.000 à 5.97 1/2; sur novembre 10.000 k. à 5.95 et 10.000 à 5.97 1/2; sur décembre 5.000 k. à 5.95.

LES MARCHÉS A TERME BULLETIN DU JOUR. Paris, 11 mai. — La situation du marché ne varie pas : quelques mois ont encore obtenu un peu d'avance et la tendance des cours reste soutenue. Chiffre d'affaires encore restreint : 65.000 k. en peignés du contrat 1, soit : sur juin 10.000 k. à 5.90 et 5.000 à 5.92 1/2; sur août 10.000 à 5.95; sur octobre 5.000 k. à 5.95 et 10.000 à 5.97 1/2; sur novembre 10.000 k. à 5.95 et 10.000 à 5.97 1/2; sur décembre 5.000 k. à 5.95.

Table of stock market data for Bourse de Paris, including sections for Fonds d'Etat, Sociétés de Crédit, and Valeurs diverses.

Table of stock market data for Bourse de Lille, including sections for Valeurs and Sociétés de Crédit.

fausseté prétendue, n'avait été faite après ce mot par le *Forain*. Office. Il est pour moi hors de doute qu'il y a là une manœuvre de la presse opportuniste, qui a essayé de lancer un ballon d'essai, de tâter le terrain, une manœuvre bien maladroite, du reste, car elle a eu pour résultat de faire connaître au public le caractère véritable de la situation.

en grande pompe, les obsèques du comte Tolstoï, ministre de l'intérieur. L'empereur assistait, ainsi que les membres de l'aristocratie, à ces obsèques.

venir en discussion devant le Parlement, le gouvernement insistait afin que la Chambre accordât la priorité à la discussion de la loi militaire.

LES MARCHÉS A TERME BULLETIN DU JOUR. Paris, 11 mai. — La situation du marché ne varie pas : quelques mois ont encore obtenu un peu d'avance et la tendance des cours reste soutenue.

COURS DE CLOTURE AU COMPTANT

Table of closing market prices for various commodities and currencies.

DEPARTS TELEGRAPHIQUES

De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL. Le général Boulanger interviewé.

DEPARTS TELEGRAPHIQUES

De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL. Le général Boulanger interviewé.

DERNIÈRE HEURE

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL). Au Conseil des ministres.

DERNIÈRE HEURE

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL). Au Conseil des ministres.

DERNIÈRE HEURE

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL). Au Conseil des ministres.